

## Outil 2 : Matrice des demandes de plaidoyer

| Demande de plaidoyer   | Questions à méditer   | Réponses |
|--|---|----------|
| 1. Ne laisser personne de côté   | Comment votre gouvernement définit-il la « couverture universelle » ?<br>Objectif : 100% de la population   |          |
|  | Comment la CSU est-elle mesurée ?   |          |
|  | Les plans et politiques de santé identifient-ils les populations qui sont actuellement laissées de côté et qui n'ont pas un accès suffisant aux services de santé ? Ces plans et politiques ciblent-ils explicitement les populations qui en ont le plus besoin ?             |          |
|  | Les données relatives à la santé sont-elles ventilées par sexe, âge, identité de genre, origine, ethnie, revenu, handicap et statut migratoire afin d'identifier avec précision les personnes laissées pour compte ?  |          |
|  | Comment votre gouvernement définit-il les groupes marginalisés et vulnérables ?   |          |
|  | Cette définition inclut-elle les personnes qui consomment des drogues, les travailleurs du sexe, les prisonniers, les migrants, etc. ?  |          |
|  | Les régimes d'assurance maladie couvrent-ils ces groupes ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi ?   |          |
|  | Existe-t-il des lois et des cadres politiques qui aident explicitement les groupes vulnérables à accéder aux services de santé ? Existe-t-il des quotas ou des services réservés ?  |          |
|  | Les politiques et plans de santé tiennent-ils compte des déterminants sociaux et environnementaux de la santé ?   |          |
| 2. Augmenter le financement public de la santé   | Quel est le pourcentage actuel du budget de la santé par rapport au budget global du gouvernement ? Au cours des dernières années, a-t-il augmenté ? Objectif : 15% (Déclaration d'Abuja)   |          |
|  | Quel est le pourcentage actuel du PIB annuel consacré à la santé ? Au cours des dernières années, a-t-il augmenté progressivement ? Objectif : Au moins 5 %.<br><i>Le produit intérieur brut (PIB) est une mesure standard de la richesse totale d'un pays.</i>               |          |
|  | Quelle proportion du financement de la santé provient de donateurs extérieurs ?   |          |
|  | Les gouvernements donateurs fournissent-ils un financement conforme aux plans des pays, aux principes d'efficacité de l'aide et à la recommandation de l'OMS selon laquelle les niveaux de financement ne doivent pas être inférieurs à 0,1 % du revenu national brut (RNB) ? |          |
|  | Le gouvernement compte-t-il encore sur les <b>frais à la charge des patients/les paiements directs</b> pour financer le système de santé ?  |          |
|  | Les plans de CSU incluent-ils des points d'action spécifiques pour abolir les <b>frais à la charge des patients/les paiements directs</b> ?   |          |
|  | Quelles mesures ont été prises pour éliminer progressivement les <b>frais à la charge des patients/les paiements directs</b> ?  |          |
|  | Les plans de CSU prévoient-ils des mesures spécifiques pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ?   |          |
|  | Quelles mesures ont été prises pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ?   |          |
| Si le gouvernement n'augmente pas ses dépenses en matière de services de santé, qu'est-ce qui l'en empêche ? |   |          |

|   |  |  |
|---|--|--|
| <b>3. Améliorer la participation des OSC et des citoyens, la transparence et la responsabilité à tous les niveaux</b> | La société civile participe-t-elle à tous les stades de la prise de décision en matière de CSU, de la conception et de la budgétisation à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation ?   |  |
|   | Au niveau national, existe-t-il des possibilités pour les personnes, les organisations de la société civile et le secteur privé dans votre pays de participer à la planification, la budgétisation, le suivi et l'évaluation du secteur de la santé ?  |  |
|   | Au niveau communautaire, les communautés participent-elles aux processus de planification, de budgétisation et de redevabilité en matière de santé au niveau local, et existe-t-il des mécanismes de retour d'information permettant aux communautés d'évaluer la qualité des services fournis par les autorités locales ? |  |
|   | Quelles mesures ont été prises pour garantir que les voix des communautés les plus marginalisées et les plus vulnérables soient incluses et entendues ?  |  |
|   | Les plans et politiques de santé nationaux sont-ils accompagnés d'une stratégie de financement des soins de santé soutenue par le ministère des Finances ? *   |  |
|   | Les OSC se mobilisent-elles pour l'extension des services de santé pour atteindre les groupes marginalisés et vulnérables ?  |  |
|   | Les approches de suivi menées par les communautés sont-elles reconnues et valorisées ?   |  |
|   | Les mécanismes de reddition de comptes à la société civile sont-ils inclus dans les plans de mise en œuvre de la CSU ?   |  |
| <b>4. Soutenir les travailleurs de la santé</b>   | Le système de soins de santé dispose-t-il d'un nombre suffisant d'agents de santé ?  |  |
|   | Les agents de santé ont-ils des conditions de travail et des niveaux de rémunération décentes ?  |  |
|   | La politique de santé reconnaît-elle que les femmes représentent 70 % du personnel de santé mais seulement 25 % des postes de responsabilité ?   |  |
|   | Les agents de santé reçoivent-ils une formation sur la manière de répondre aux besoins de santé des groupes marginalisés et vulnérables ?  |  |
|   | La formation et le renforcement des capacités des agents de santé de la fonction publique et communautaires sont-ils prévus et financés de manière adéquate par l'État ?   |  |
|   | Les politiques, les plans et les rapports de CSU mettent-ils l'accent sur l'investissement dans le personnel de santé ?  |  |

*\*Cela garantit les ressources nécessaires à la mise en œuvre des plans et politiques de santé nationaux et renforce le rôle de la société civile, qui doit demander des comptes aux gouvernements sur ce qu'ils ont promis de faire.*